

Femme au pouvoir au Burkina Faso : Les hommes ne sont pas encore prêts !

*Par Mme Sheila Sanouidi
Pour L'Observateur du Dimanche
Septembre 2009*

Partout dans le monde on observe une montée des femmes dans les plus hautes instances de décision, notamment à la magistrature suprême : Michèle Bachelot au Chili, Cristina Kirchner en Argentine et plus près de chez nous Ellen Johnson Sirleaf au Libéria. Dans ce cas on peut dire que le rêve est permis pour que cette situation se concrétise un jour dans notre cher et beau pays. Pour cela il faut deux conditions sine qua non : trouver une femme capable qui serait à mesure de porter et de concrétiser ce rêve et allier la population, masculine en particulier à cette idée. Les stéréotypes, les préjugés ont la vie dure et le féodalisme a encore de beaux jours devant lui. Faire adhérer les hommes à cette idée est d'ailleurs la chose la plus difficile à notre avis, en témoigne ces réactions passionnées que nous avons recueillies à ce sujet : Messieurs, êtes-vous prêt à accepter une femme au pouvoir au Burkina Faso ?

Bangagné Karim, Déclarant en Douane

Une femme au pouvoir au Burkina Faso, cela n'est pas impossible, mais ce sera difficile vu que les Burkinabé ne le conçoivent pas du tout et cela est dû à l'image dévalorisante dont les femmes jouissent. Une femme en politique même, ce n'est pas correct parce que les femmes n'ont pas de secret, elles dévoilent tout. Mais d'une certaine manière, je crois qu'elles peuvent exceller dans ce domaine parce que la politique, c'est l'art du mensonge et les femmes savent y faire. Pour ajouter à ceci, il ne s'agit pas d'imiter servilement les autres. Jusqu'à présent les femmes sont appelées à jouer les seconds rôles. Bien qu'en Afrique on a Ellen Johnson Sirleaf qui préside aux destinées de son pays, je me demande si c'est elle qui gouverne en réalité et si elle pourra asseoir une unité véritable et durable au Libéria. N'est pas Président qui veut, mais qui peut, et dans notre pays aucune femme n'a pas encore démontré qu'elle en est capable.

Bouba

Moi je dis que c'est impossible et ça ne le sera jamais. Ce n'est pas une bonne chose de donner le pouvoir à une femme. Si on le fait, c'est que c'est son mari qui va gouverner. La responsabilité est trop lourde. De plus la femme a la langue facile, et entre elles, elles ne s'entendent pas. La femme en tant que telle a beaucoup de contraintes. Comment faire si elle est en grossesse ? Ou faut-il qu'elle attende la ménopause avant de se présenter ? Je crois qu'on ne peut pas être femme à part entière et assumer un tel rôle.

Le couz, artiste-chanteur (Rastaman)

Je crois tout simplement que ce serait une erreur. Sur le plan biologique, la femme est un être faible dans la société. A un moment donné, si elle tombe enceinte, il faut qu'elle prenne un congé de maternité alors qu'un Président doit être tout le temps opérationnel pour son pays. Sur le plan religieux même ce n'est pas possible : a-t-on déjà vu une femme Imam ou Prêtre ? C'est vrai qu'on a les mêmes capacités intellectuelles mais l'homme doit rester le chef dans la famille et partout ailleurs. Cette tradition doit perdurer pour que l'homme continue d'apporter la sécurité à la femme. On voit qu'il y a des femmes au devant des choses mais en réalité je me demande, si ce sont elles qui tiennent les rênes en réalité.

Sanouidi Serge, Agent-mécanicien

Au stade où nous sommes, ce sera dur pour une femme de gérer le pays, non seulement au plan politique mais aussi au plan économique. Au plan politique, car le Burkina traverse une phase difficile de son histoire avec toutes sortes de problèmes. Au plan économique c'est pareil avec la crise mondiale que nous vivons. Ce sera dur pour une femme de redresser le pays sur le bon chemin. Dans l'avenir peut-être que ça pourrait se réaliser mais pas dans la situation actuelle du Burkina.

Savadogo Illiass, Etudiant en 4^{ème} année de Droit

Pour ma part une femme au pouvoir, cela n'a rien de contre-nature. Quelque peu insolite que cela paraisse, c'est tout de même une disposition constitutionnelle qui lui octroie cette prérogative au même titre que les hommes. Remettre en cause ce droit s'analyse donc à une déconstruction de l'édifice législative. Au plan du vote, je suis de plein-pied regardant sur la compétence, l'aptitude de la femme à gérer l'appareil d'Etat, à tirer le pays de l'ornière. Sans être satirique, je préférerais une femme de la trempe de Calixte Beyala ou de Aung Sang Suu Ki à certains hommes politiques sous nos tropiques.